



Journée de la contraception, les professionnels "confrontés très régulièrement" aux grossesses précoces



Sport, fruits et bonne humeur : une journée essentielle pour les maternelles de Koungou

LE JOURNAL DE MAYOTTE

JDM N° 3227 - Édition du Lundi 29 Septembre 2025



9 mois après Chido la filière cacao/ café tente de se relever

édito
de Bim

Le comte de Monte Nico

Nicolas Sarkozy connaît enfin sa peine dans la fameuse affaire du financement de sa campagne électorale au moyen de fonds libyens. Comptant sur un totem d'immunité qui n'est jamais venu, l'ancien président doit maintenant faire face à sa peine, et à celle de ses proches, convaincus qu'il ne lui manque que le drap blanc pour égaler la sagesse du Mahatma Gandhi.

Injustement trainé devant les tribunaux dans diverses affaires pour répondre de ses actes, Nicolas Sarkozy n'a cessé de clamer son innocence sur tous les volets des affaires. C'est l'homme le plus malchanceux de la dernière décennie. Il est convoqué par la justice pour plusieurs affaires qui ne le concernent pas. Et en plus chaque affaire est composée de plusieurs chefs d'accusation, dont il est entièrement innocent. Si ça c'est pas un chat noir...

Prenez par exemple cette affaire dans laquelle on lui reproche d'avoir profité de fonds libyens pour financer sa campagne de 2007. Quelle infamie, quelle honte. Il noue amitié avec un migrant ne demandant qu'à s'intégrer dans ce pays d'accueil qu'est la France des lumières basses consommation. Notre président du moment lui propose gracieusement de planter sa tente Quechua dans son petit jardin privatif. Et paf ! Voilà qu'on imagine que le dictateur milliardaire donnerait quelques millions en contrepartie d'une aide de Paul Bismuth, alors que notre bon président ne connaît même pas, ce Paul Bismuth.

Bon. Si la justice le dit et qu'elle amène certains éléments sérieux pour étayer l'accusation, c'est peut-être qu'il y a quelques éléments à prendre en compte. Du coup, Paul Nicolas a dû réviser sa défense. Les événements se sont peut-être déroulés. Mais alors, à l'insu de son plein gré. Lui, à la tête de tout, commandant le ciel et la terre a été trompé par ses plus proches collaborateurs. Quelle honte ! Quelle infamie !

Ce bon Claude Guéant, l'ami d'une vie, toujours prêt à occuper un poste, pourvu qu'il soit lucratif. Et bien ce bon Claude a reçu des valises de billets de la part du grand philanthrope Ziad Takieddine. Comment a-t-il osé faire ça dans le dos de l'immaculé Nicolas ? Il a bien essayé de se rattraper aux branches en prétendant que ces quelques millions n'étaient sue des dons reçus par la poste. Mais le mal était fait. Avec tous ces journalistes qui ne pense qu'à mal...

Le monde politico-médiatique est en émoi devant cette justice qui ne fait que son boulot. Effectivement, ça peut choquer lorsqu'on s'est habitué à une certaine impunité envers ceux qui exercent le pouvoir, contre ceux qui le subisse. Le réajustement était nécessaires dans un climat pré-insurrectionnel.

Si ce jugement peut augurer d'un changement de paradigme, certains attendent maintenant le même zèle pour arriver à des réquisitoires contre ceux qui livrent leurs contemporains à la vindicte populaire pour leur seule appartenance à une religion. A quand un grand procès pour apologie du terrorisme et antisémitisme ? Oups... Antisionisme. J'avais oublié le cache sexe.



*“L'innocent n'est pas celui
qui n'est pas condamné,
c'est celui qui ne porte pas
condamnation.”*

Jean Giraudoux



Économie : Cacao et café : la jeune filière toujours debout après Chido, grâce aux producteurs



Nabouhani Ahamada sur sa parcelle à Bouyouuni. Lui et les 27 autres producteurs de l'association Café Cacao Maoré ont perdu de nombreux arbres.

Neuf mois après le passage dévastateur du cyclone Chido, la jeune filière cacao et café de Mayotte tente de se relever. Plantée depuis à peine cinq ans et encore peu structurée, elle a perdu près de la moitié de ses arbres. Ce 25 septembre, Valérie Ferrier, animatrice de l'association Café Cacao Maoré, s'est rendue sur la parcelle du producteur Nabouhani Ahamada pour faire un état des lieux, et relancer progressivement la fabrication.

Après plusieurs minutes de route, au bout d'une piste sèche et cabossée, la parcelle de Nabouhani Ahamada apparaît au milieu de la forêt, sur les hauteurs de Bouyouuni. « Il n'y a plus beaucoup d'arbres, on aperçoit les collines autour, ça fait bizarre », remarque Valérie Ferrier, animatrice de l'association Café Cacao Maoré et gérante de la société de transformation Le Banga au Chocolat. C'est la première fois qu'elle rend visite à l'agriculteur depuis le passage du cyclone Chido, le 14 décembre dernier.

Chido, un énième défi pour la jeune filière

Autrefois cultures de rente coloniales, au même titre que la canne à sucre ou les bananes, le café et le cacao font partie de l'histoire et du patrimoine de Mayotte. L'association, créée en 2020, vise à relancer cette filière longtemps abandonnée. Au total, 28 agriculteurs, dont Nabouhani Ahamada, se sont engagés dans la production de ces denrées à travers le territoire, pour diversifier leurs cultures et générer un revenu supplémentaire.

Mais après le Covid et les mouvements sociaux, le cyclone Chido a accentué les difficultés et freiné la structuration de la filière. L'association n'est pas rentable et survit grâce aux subventions, notamment celles du Département. « Ce qui est dommage, c'est que le cyclone est arrivé juste au moment où les arbres étaient à maturité. Il faut trois ans pour qu'un cacaotier produise des cabosses. Désormais, il faut tout recommencer », explique Valérie, fatiguée par neuf mois éprouvants, mais toujours

déterminée à poursuivre ses efforts.

Nabouhani Ahamada est le plus important producteur de l'association, avec près de 700 kilos de cabosses par an, sur les 2 tonnes que collecte l'association. « Le vent s'est engouffré, tout mon banga a été cassé, je dois tout reconstruire. Je produis 7 variétés différentes et je vends 2 euros le kilo de cabosses, ça commençait à devenir rentable pour moi », indique le producteur, qui vit sur sa parcelle où il pratique aussi l'élevage et le maraîchage.

Sur son terrain, les grands cacaotiers, parfois hauts de plus de huit mètres, sont à terre. Lorsqu'elles ne sont pas dévorées par les rats et les makis, quelques cabosses restent visibles le long des troncs. Ces derniers, de couleur noire, commencent à être parsemés de petits gourmands (ramifications), signe qu'ils ne sont pas totalement morts. « On ne sait pas si ces pousses vont pouvoir produire des cabosses dans le futur, il faut examiner chaque arbre pour établir un état des lieux complet », constate Valérie.

Avant de repartir, l'animatrice récupère deux sacs de cabosses auprès du producteur pour les transformer dans son atelier, signe d'espoir quant à la reprise de la production.

Sauver et replanter : un travail colossal en marge des exploitations principales

Sur sa parcelle de Combani, nommée Kanga Maoré, qu'elle gère avec Laurent, le constat reste difficile : il n'y aura pas de production de cacao cette année. « J'ai environ 400 arbres, répartis entre un verger avec d'autres fruitiers — citronniers verts, papayers, mangoustaniers, corossoliers — et une parcelle en agroforesterie. Même à terre, ils n'étaient pas tous morts. On ne sait pas encore comment ils vont évoluer, c'est incertain », observe Valérie. Les quelques cabosses

restantes serviront à produire de nouveaux plants dans les pépinières. Les caféiers, eux, sont déjà en fleurs et la récolte est prévue pour juin/juillet prochain.

« Après le cyclone, il a fallu s'occuper du reste de nos exploitations, reconstruire les serres... Il y avait tellement de choses à faire. Ce n'est que depuis quelques semaines que nous avons fait l'état des lieux de nos plantations de cacao et de café, et nous les avons réorganisées. Nous avons constaté que nous avons perdu 40 à 50 % des arbres ».

L'association a répondu à l'appel à projets de la Fondation de France et obtenu une aide de 17.000 euros. « C'est bien, ça va nous permettre de racheter du matériel, comme des tarières, et de replanter des arbres. Cette année, nous avons pour objectif de mettre en terre 1.000 plants », ajoute Valérie.

Café mais aussi chocolat, de l'arbre à la tablette, elle peut tout faire dans son atelier de transformation. « Nous torréfions les fèves, nous les séchons, les décortiquons, les broyons, les pressons et les conchons. Nous avons tout l'équipement nécessaire », souligne-t-elle fièrement.

« Quand on voit les fruits revenir, ça donne de l'espoir »



Les machines du laboratoire sont miraculeusement intactes, ce qui laisse présager une reprise rapide de la production.

Véritable miracle, les machines n'ont pas été endommagées malgré les nombreux dégâts et la fabrication peut reprendre. « Sur le moment, j'avais l'impression que tout ce que nous avons construit depuis vingt ans avait disparu. C'est un traumatisme qui revient par vagues : certains jours sont positifs, d'autres non », confie Valérie, émue. « Mais maintenant cela va dans le bon sens et on espère enfin pouvoir passer un cap. Les gens cherchent des produits locaux à offrir ou à rapporter, et la demande est réelle. Nous faisons aussi beaucoup de pédagogie : les écoles visitent notre laboratoire, nous travaillons avec des

pâtisseries et le lycée hôtelier de Kawéni, et nous participons aux événements comme la fête de la vanille. Tout cela montre le véritable potentiel de ces produits ! »

« Certes nous avons été sinistrés, mais 50 % des plants tiennent encore. Quand on voit les arbres repartir, les fruits revenir, et Nabouhani livrer ses cabosses, c'est hyper encourageant, ça donne de l'espoir », relève Valérie, « on redémarre. C'est ça être agriculteur : on a ça dans le sang, on replante, on recommence ! ».

Victor Diwisch.



AJL976.YT

Toutes vos
annonces
légales en ligne



Publiez
dès maintenant



Le Journal de Mayotte
<https://lejournaldemayotte.yt>

-

Edité par la SARL BARA au capital de 400 euros

-

CPPAP : 0126 Y 92314
 I.S.S.N. : 2416-9714

-

Rédactrice en chef : Anne Perzo-Lafond
 Directeur de publication: Bruno Mattéi

-

Contact commercial :
 +33.7.85.05.96.59
pub@lejournaldemayotte.com



MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS



PISTE LONGUE
AÉROPORT DE MAYOTTE



dgac
direction
générale
de l'Aviation
Civile

PISTE LONGUE DE L'AÉROPORT DE MAYOTTE

LE SITE D'IMPLANTATION

**OBSERVATIONS
ET PROPOSITIONS SUR :**
www.pistelongue-mayotte.fr

PARTICIPEZ AU PROJET !



www.pistelongue-mayotte.fr

**EXPRIMEZ-VOUS
DU 2 SEPT AU 3 OCT**

La chaîne Youtube « La piste longue de l'aéroport de Mayotte » Le site internet www.pistelongue-mayotte.fr La page Facebook « Piste longue de l'aéroport de Mayotte »



JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSILIENCE



DIMANCHE

5 OCT 25

de 8h à 16h

Place de la République - Mamoudzou

TSUNAMI
VOLCAN
CYCLONE
INONDATIONS
SÉISMES

FEUX DE FORÊT
TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES
GESTES QUI SAUVENT



Escale
du Marion Dufresne
et de son équipage.

CONFÉRENCE DÉBAT • STANDS D'INFORMATIONS
STANDS D'ANIMATIONS • EXPOSITIONS
DÉMONSTRATIONS • PROJECTIONS

Tout le programme sur le site de la préfecture de Mayotte sur : www.mayotte.gouv.fr



Santé : Journée de la contraception, les professionnels “confrontés très régulièrement” aux grossesses précoces



Plusieurs associations ont fait de l'éducation à la sexualité ce vendredi

A l'occasion de la Journée mondiale de la contraception, un village dédié était installé à Koungou vendredi 26 septembre. Il venait clôturer une semaine de sensibilisation à travers Mayotte. Une prévention importante alors que Mayotte est le département qui enregistre le plus de grossesses précoces en France derrière la Guyane.

Ce vendredi, plusieurs associations étaient installées place de la Poste à Koungou pour informer sur la contraception à l'occasion de la Journée mondiale dédiée, parmi elles, la Protection maternelle et Infantile (PMI), La Croix-Rouge, Médecins du Monde, ou encore l'association pour la condition féminine et l'aide aux victimes (Acfav). “Les collégiens de Koungou devaient venir au village, malheureusement, ils ne peuvent pas sortir suite aux affrontements qui ont eu lieu au lycée des Lumières cette semaine”, explique Mathilde Lozano, coordinatrice des sages-femmes de la PMI. Dommage, car l'événement avait notamment pour but de renseigner les plus jeunes sur le sujet.

A Mayotte, les besoins de prévention sont essentiels dans la mesure où le territoire est le deuxième département français qui enregistre le plus de grossesses précoces après la Guyane. En 2022, près de 500 jeunes filles sont devenues mères avant 18 ans à Mayotte.

Des jeunes pas assez renseignés

Koulthoum, lycéenne de 17 ans, est venue au village avec sa mère, elle pense que les jeunes de sa génération ne sont pas assez renseignés sur les risques d'un rapport non protégé. “Beaucoup, des gars et des filles, ne se protègent pas car ils se disent qu'ils n'ont pas les mêmes sensations avec un préservatif, de mon côté je trouve que c'est mieux de le faire à cause des maladies et du risque de tomber enceinte”. Certaines de ses connaissances sont tombées enceintes très jeunes. “A Mayotte, des filles tombent enceintes à 11, 12 ans. Beaucoup ne pensent pas aux conséquences, elles pensent juste à leur fantasme”, estime-t-elle.

“L'avortement n'est pas hyper

admis à Mayotte, surtout si on n'est pas marié.”

Sage-femme à la PMI de Koungou, Morgane Choquet-Perzo est “confrontée très régulièrement” à ce type de grossesse. “Cela s'explique aussi parce qu'on est l'une des plus grosses PMI de l'île”, précise-t-elle. Une partie de ses patientes dans cette situation considère que “c'est normal d'être enceintes avant 18 ans, elles sont mariées. Quand on décortique la situation psychosociale, on apprend qu'elles sont en couple stable, certaines continuent leur scolarité jusqu'à la terminale. Elles sont plutôt bien dans leur peau”. Mais des cas sont également plus compliqués, “des jeunes filles ont été mariées de force, des grossesses sont issues de viols.” Dans ces cas, elles sont suivies par la psychologue et la conseillère conjugale”. Selon la professionnelle, le nombre de mères avant 18 ans est important aussi parce que “l'avortement n'est pas hyper admis à Mayotte, surtout si on n'est pas mariée. Elles peuvent connaître aussi des difficultés pour se faire avorter car il faut être accompagné d'une personne majeure lorsqu'on est mineure”.

Des adolescentes rejetées par leur entourage

En même temps que le village de la contraception, une conférence sur les grossesses précoces était animée au collège de Kwalé à destination des classes de troisième. Charline Furst, psychologue à la Maison des adolescents, y participait. Dans son travail, elle mène les entretiens psychosociaux obligatoires avant de recourir à une interruption volontaire de grossesse (IVG). Ensuite, un travailleur social joue le rôle d'adulte qui va accompagner la jeune lors de l'avortement à la place de leur famille ou d'une de leurs proches. Les adolescentes qu'elle suit sont très

isolées et globalement rejetées par leur famille.

“Certaines vont préférer garder l'enfant car avorter est interdit par la religion. Pour autant d'autres, si elles veulent le garder, seront chassées par leur famille car selon eux, le village saura que leur fille a été déviergée et qu'elle n'est plus honorable et donc c'est la honte sociale. Aussi beaucoup de familles acceptent l'enfant, la mère n'est pas mise dehors, mais en revanche, elle ne bénéficie d'aucun soutien, ni moral, ni financier. Certains parents ne parlent plus à leur enfant”.

Dans ce contexte, ces adolescentes peuvent se retrouver aussi démunies pour apprendre à devenir parents, “sans forcément d'exemple, sans avoir de personne à qui poser des questions pour avoir du soutien”, explique la psychologue. Deux lieux de vie et d'accueil existent sur le territoire pour



Toutes les générations sont venues se renseigner

héberger ces mères marginalisées mais ils ne disposent que de 10 places chacun, une capacité bien inférieure

aux besoins.

Lisa Morisseau.

C'ÉTAIT LA JOURNÉE MONDIALE DE LA MER VENDREDI DERNIER

La feuille de route pour l'économie bleue ultramarine, co-portée avec la Direction générale des Affaires maritimes, pêche et aquaculture (DGAMPA), prend en compte les particularités locales et besoins de chaque territoire ultramarin et identifie, par champs d'intervention, des priorités communes aux territoires et des mesures opérationnelles pour le déploiement de l'économie bleue en outre-mer.

Mayotte et La Réunion hébergent un quart des espèces mondiales de mammifères marins.

Les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) représentent plus de 2,2 millions de km², soit plus de 20 % du territoire maritime français.

Aussi, la stratégie nationale de la biodiversité 2030 vise à apporter des réponses aux 5 pressions majeures identifiées sur la biodiversité : la destruction et l'artificialisation des milieux

naturels ; le changement climatique ; la surexploitation des ressources naturelles ; les pollutions des océans, eaux, sols, air ; et l'introduction d'espèces exotiques envahissantes. La Direction Générale des Outre-Mer (DGOM) a ainsi pour objectif d'accompagner les territoires ultramarins dans leurs travaux de territorialisation de la stratégie.

Couvrant 97 % de la zone économique exclusive française (ZEE) de près de 11 millions de km², les outre-mer concentrent 80 % de la biodiversité française.



Éducation : Sport, fruits et bonne humeur : une journée essentielle pour les maternelles de Koungou



Animé par la Caisse des Écoles de Koungou l'après-midi a été bénéfique à tout le monde, enfants, parents et enseignants.

L'école maternelle de Koungou a organisé, vendredi 26 septembre, un après-midi dédié au sport et à l'alimentation équilibrée. Près de 270 enfants ont participé aux ateliers et exercices proposés. L'école étant en fonctionnement dégradé depuis la rentrée, ce type d'initiative est précieux pour les enfants et leurs familles.

Sur le terrain de football de Koungou, vendredi 26 septembre, plus de 270 élèves de l'école maternelle du village ont pris part à des ateliers mêlant activités sportives et sensibilisation aux bienfaits des fruits et d'une alimentation équilibrée. L'événement, organisé par l'école, a réuni de nombreux parents, enseignants et partenaires, dont la Caisse des Écoles de Koungou, présente avec des stands de sensibilisation et des animations musicales.

**Sensibiliser dès le plus jeune âge
à l'alimentation équilibrée**

« Ça me fait plaisir de voir les enfants jouer ensemble, le sport et le bien-manger, c'est important », sourit Ali Saanti, maman d'un petit garçon de 3 ans qui s'amuse devant elle sur les parcours d'obstacles. C'est la première fois qu'elle et son enfant viennent ici pour courir et se défouler, et ils sont nombreux dans cette situation. « Mon fils joue avec sa sœur à la maison, mais on sort rarement, je suis vraiment contente de venir ici », se réjouit Madi Moussa Nissoiti, mère d'un garçon de 4 ans.

Après plusieurs minutes d'efforts, les enfants sont guidés vers les stands de sensibilisation à l'alimentation équilibrée. A travers différents jeux de cartes et de dés, l'objectif est de reconnaître les fruits et légumes, de les nommer et d'en connaître les bienfaits. Un bracelet spécial, une salade de fruits et une bouteille d'eau ont servi de récompenses.

« J'évite les produits trop sucrés, j'essaie de faire attention », souligne Ali Saanti. « Mon fils adore ça, mais

ce n'est pas bon pour sa santé, j'essaie de limiter », ajoute Madi Moussa Nissoiti. Les deux femmes n'ont pas hésité à rejoindre la piste de danse improvisée sur le terrain qui a très vite attirée de nombreuses familles. Un moment de partage dans la bonne humeur bénéfique pour tous.

« On observe que les habitudes alimentaires de l'Hexagone s'installent ici. Les plats gras et les tacos se multiplient et séduisent les jeunes. Il est donc essentiel de sensibiliser à une alimentation équilibrée dès le plus jeune âge », souligne Faika Abdou Kaphet, directrice adjointe de la Caisse des Écoles de Koungou, qui a mis en place et animé les stands de distribution de salades de fruits, de jus et de jeux de cartes, et qui s'occupe des collations au sein des établissements de la commune.

**Des activités sportives trop
rares dans un établissement au
fonctionnement dégradé**

De retour sur le terrain, Youssouf Mohamadi, professeur à l'école maternelle, encourage et accompagne les enfants à lever les jambes pour franchir de petits obstacles. « C'est la première fois que je vois certains élèves en pleine activité sportive, ils sont heureux », remarque-t-il. « Depuis décembre dernier après Chido, nous fonctionnons en conditions dégradées et nous faisons moins de sport ».

À la rentrée, l'école maternelle, initialement située en centre-ville près de la nationale, a été transférée sur le Plateau, dans les hauteurs de la ville, pour libérer ses locaux aux élèves de classe élémentaire. Ce déménagement n'a pas facilité la situation, les écoliers ont désormais 2 heures de cours par jour. Le programme scolaire préconise 30 minutes d'activité physique à l'école



Depuis la rentrée, les élèves n'ont que deux heures de cours par jour, sans récréation.

maternelle mais avec ce dispositif dégradé, cela est impossible.

« On privilégie les maths et le français, mais même ces cours sont difficiles à mettre en place pendant les deux heures allouées, c'est compliqué. On n'a même pas de récréation dans le fonctionnement actuel et les élèves ne prennent pas de goûter », constate Youssouf Mohamadi, qui espère un retour à des conditions normales d'ici mars.

« Certains parents sont perdus »

« J'aimerais qu'ils organisent ce genre de journée chaque mois, qu'ils fassent des activités sportives chaque semaine dans la cour de récréation de l'école, mais aussi en dehors. En plus des activités sportives cela permet aux enfants de se développer moralement », demande Asfoiti, mère de deux enfants qui viennent de faire leur rentrée cette année dans l'école maternelle.

« Deux heures pour étudier, ce n'est pas suffisant. C'est compliqué pour les enfants, mais aussi pour les parents, qui doivent assurer un réel suivi.

Certains sont perdus et ne savent pas comment accompagner l'éducation de leurs enfants. Certains peuvent se permettre de payer des cours supplémentaires, d'autres non. Depuis la rentrée, c'est vraiment difficile ».

Loin de se laisser décourager, Asfoiti a trouvé plusieurs solutions pour le bien-être de ses enfants. « Je mets des séances sportives à la télévision et ils les reproduisent à la maison. J'ai aussi acheté du matériel, ce qui nous permet de pratiquer différents sports, notamment du fitness. Je les emmène parfois à la plage pour des activités, mais avec la situation de l'île, c'est plus simple de le faire à la maison ».

Côté alimentation, malgré la rareté et le coût des produits, elle s'efforce de leur donner un maximum de fruits. « Je leur prépare des fruits frais et je privilégie surtout l'eau plutôt que les sucreries et les sodas », confie-t-elle.

« On essaye de mettre en place ces journées pour réajuster notre programme scolaire difficile, pour pallier le manque de sport. C'est la même chose pour les arts plastiques », explique Yann Christine, directeur de l'établissement, conscient des difficultés rencontrées. « Face à des événements majeurs il faut s'adapter, mais les parents sont compréhensifs ».

Victor Diwisch.

QUATRE MAHORAIS AU DÉPART DES 100 KM DE MILLAU CE SAMEDI

Les 100 km de Millau est l'épreuve emblématique de course à pied sur route goudronnée appartenant à la famille du grand-fond. Le parcours de l'épreuve des 100 km de Millau fait l'unanimité depuis plus de cinquante ans maintenant et est le plus vieux 100 km français. Il se dispute à Millau tous les derniers samedis du mois de septembre depuis 1972.

Pour cette 53e édition, environ 1.500 coureurs étaient inscrits dont 4 Mahorais : Youssouf Chadhouli, Ramzani Nasfi, Bastoine Saïd Ahmed, et Charia Kaled.

Petite nouveauté cette année, le temps limite pour faire les 100 km de Millau n'était plus de 24h mais de 18h « pour des raisons de sécurité », ont indiqué les organisateurs.



Environnement : Un traité sur la haute mer pour protéger des écosystèmes marins uniques



Le traité sur la haute mer, dit BBNJ (Biodiversity Beyond National Jurisdiction), a été ratifié le vendredi 19 septembre dernier et entrera en vigueur le 17 janvier 2026.

Depuis plus de 10 ans, la Fondation de la Mer mobilise donateurs particuliers et entreprises mécènes pour accélérer la protection de la biodiversité et des écosystèmes marins. Elle soutient ainsi des centaines d'acteurs de terrain et agit pour préserver la biodiversité, lutter contre les pollutions en mer, soutenir la recherche, sensibiliser et mobiliser tous les publics, petits et grands.

Aussi, en 2023, 116 pays signataires ont adopté un texte pour permettre la mise en place d'une réglementation de la haute mer. Le 19 septembre 2025 a vu la concrétisation de cette réglementation avec la ratification d'un traité sur la haute mer.

La haute mer un écosystème à protéger

La haute mer abrite des écosystèmes uniques tels que les monts sous-marins, les sources hydrothermales ou les coraux d'eau froide, riches en ressources génétiques. Et pourtant,

seule une fraction de sa biodiversité est connue : 250.000 espèces identifiées sur un total estimé entre 500.000 et 100 millions (source : Nausicaa).

Ce Traité international vise ainsi à protéger et à gérer durablement la biodiversité de la haute mer au-delà des juridictions nationales (ZEE), représentant 60% de la surface océanique mondiale. Il permettra, entre autres, de faciliter la création d'aires marines protégées (AMP) dans les eaux internationales. Ainsi, en France, en Europe et à l'international, grâce au Traité l'objectif de 30% des terres et mer protégées d'ici 2030 est acté, respectant l'objectif fixé lors des accords de Paris en 2015.

L'entrée en vigueur de ce traité aura également pour conséquence la tenue d'une première COP (Conference Of the Parties) Océan en septembre 2026.

Un Traité majeur

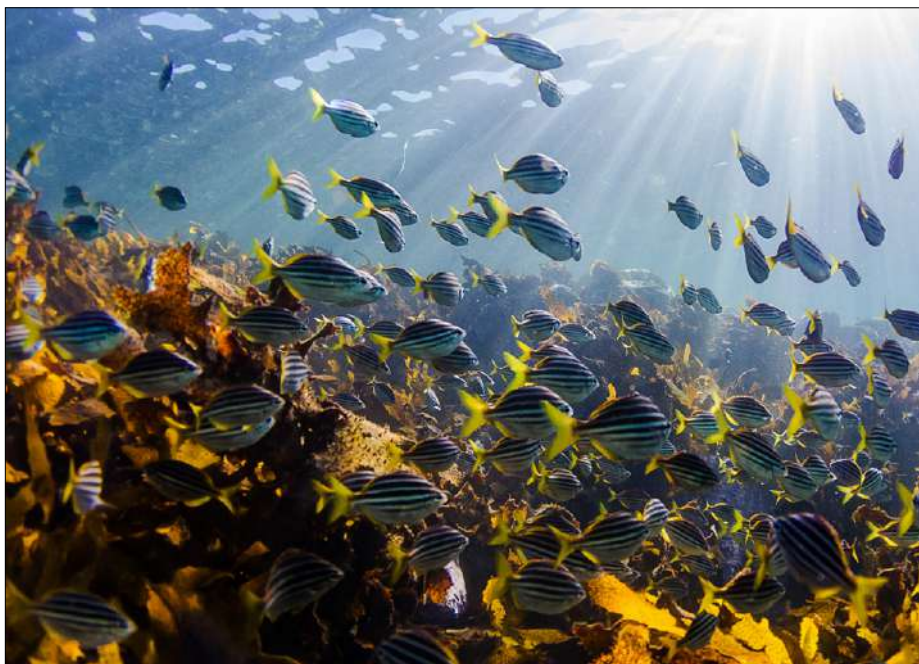
Tout d'abord, ce traité va permettre un accès et un partage équitable des bénéfices issus de l'exploitation des ressources génétiques marines, mais aussi faciliter la création d'outils de gestion, notamment pour établir des

aires marines protégées en haute mer. De plus, il va contribuer à l'évaluation préalable des impacts des activités humaines en haute mer. Et enfin concourir au renforcement des capacités et le transfert de technologies marines au niveau mondial.

Alexandre Laschine, Directeur Général de la Fondation de la Mer estime que « Grâce à ce traité, nous devrions pouvoir sortir du « Far West océanique ». Son entrée en vigueur marque le début d'une nouvelle ère pour l'Océan dans les négociations internationales. La signature d'un Traité international des Nations unies sur l'Océan va déboucher sur l'organisation d'une COP, à l'instar de la COP Climat, Biodiversité ou Désertification, qui s'appuient respectivement sur des traités propres. C'est une réelle avancée, puisque les COP, au-delà de réunir les États signataires pour discuter des grands enjeux tels que la pêche ou encore l'exploitation commerciale des grands fonds marins, ont un réel pouvoir décisionnaire. Il faut accélérer les actions et mobiliser tous les acteurs pour conserver et utiliser durablement l'Océan. La Fondation de la Mer attend l'entrée en vigueur de ce Traité en janvier 2026, pour une gestion plus juste, équitable et durable des écosystèmes marins ».

Une mobilisation de tous les instants

La Fondation de la Mer bénéficie du statut d'observateur pour l'ONU qui lui donne accès à tous les grands rendez-vous internationaux décisifs pour la protection de l'Océan. Elle entend continuer à mobiliser les citoyens et participer au débat public pour faire avancer ses convictions. Pour cela elle compte continuer à mener des actions comme « Aligner la définition française des AMP sur celle de l'UICN pour une cohérence internationale et scientifique », mais aussi « Aller au-delà des 4% de zones



La Fondation de la mer veut interdire les pratiques industrielles destructrices dans les Aires Marines Protégées (AMP)

de "protection forte" annoncées pour ses eaux hexagonales et des 14% pour l'ensemble de son domaine à horizon 2026 ».

La Fondation veut également interdire les pratiques industrielles destructrices dans les AMP en accompagnant cette mesure d'une planification à long terme pour concilier protection de la biodiversité et maintien d'une pêche durable et mettre en place des corridors bleus entre les AMP. Elle souhaite aussi aider les pouvoirs publics pour éclairer leurs choix en faveur d'une meilleure protection et gestion durable de l'Océan et contribuer à la sensibilisation du plus grand nombre en soutenant les programmes pédagogiques réalisés avec le soutien du ministère de l'Éducation nationale.

COMBANI : LES PARENTS D'ÉLÈVES DU PRIMAIRE APPELLENT À UNE GRÈVE ET UN BLOCAGE PACIFIQUE LUNDI 29, FAUTE DE COURS POUR LEURS ENFANTS

À Combani, les parents d'élèves de l'école primaire Lihadji Abdou, entament une mobilisation dès demain, lundi 29 septembre. Depuis la destruction de l'école par le cyclone Chido, plusieurs classes – du CE2 au CM2 – n'ont toujours pas de cours, faute de solution temporaire et avec le chantier de la nouvelle école non achevé.

« Nos enfants sont livrés à eux-mêmes, avec seulement quelques exercices distribués à la maison, sans enseignants, sans couleurs et sans vérifications », déplore les parents d'élèves. « Malgré les nombreuses promesses faites aux familles, depuis la rentrée nos enfants n'ont toujours pas cours. Cette situation devient insupportable pour les parents comme pour les élèves ».

Face à cette situation, les parents appellent à une grève et à un blocage pacifique du village pour faire entendre leurs revendications.

« Nous demandons la mise en place immédiate d'une solution temporaire en présentiel, avec enseignants et salles adaptées, ainsi qu'un engagement ferme sur l'avancement et la livraison rapide de la nouvelle école ». Depuis 4 ans, une école est en cours de construction à côté de la maternelle, les parents espéraient qu'elle soit prête pour la dernière rentrée.

Les parents réclament également, « un rattrapage des cours pour éviter les retards durant l'année scolaire ». Ils restent ouverts au dialogue avec les autorités, espérant que cette mobilisation permettra enfin d'apporter des réponses concrètes et urgentes.

« Nous allons bloquer les écoles de Combani et ailleurs dans la commune également. Nos revendications sont claires : école pour tous et dans la dignité, sans inégalité de village, d'origine ou autre ».



Éducation : Éducation à Mayotte : la CGT dénonce la précarité financière des personnels et appelle à la grève ce jeudi



La CGT Educ'Action Mayotte alerte sur les retards de salaire et la précarité financière des personnels, dénonçant restrictions budgétaires et sous-effectifs. Une grève et une manifestation sont prévues le 2 octobre.

« Ça suffit la pression sur nos services et la mise en difficultés financière des personnels ! », alerte la CGT Educ'Action Mayotte dans un communiqué de presse, samedi 27 septembre.

Les personnels de l'Éducation Nationale à Mayotte lancent un cri d'alarme. « Les choix politiques et les restrictions budgétaires infligées à l'Académie de Mayotte portent un coup terrible au bon fonctionnement de notre service public et mettent des centaines de familles dans une précarité inacceptable », fustige la CGT. « Depuis des années, nous dénonçons cette volonté politique de réduire les effectifs dans les services de gestion, sous le prétexte fallacieux que la numérisation des procédures faciliterait le travail des agents ».

« Lorsque notre Académie est passée à la paie intégrée il y a plus de trois ans, nous savions qu'il faudrait plusieurs années pour que le système fonctionne correctement. Ce « mariage » administratif avec la DGFIP de La Réunion, du fait de la complexité des dossiers et des différences de traitement entre les deux académies, ne pouvait être sans conséquences.

« Les difficultés se sont accumulées »

« Les difficultés se sont accumulées, obligeant à des renforts en urgence, preuve de la défaillance initiale. Ce n'est pas un dysfonctionnement technique, c'est un choix politique », continue le syndicat. « Les véritables responsables de cette situation qui met des centaines d'agents en difficulté financière sont ces politiques qui nous imposent des restrictions budgétaires ».

« Nous posons la question de l'impact de ces choix sur nos vies, nos enfants et notre santé : comment peut-on accepter de travailler et de se retrouver avec un traitement amputé ou, pire, sans rien pendant un ou même deux mois ? Cette situation n'est pas acceptable. Elle est la conséquence directe d'une gestion sous-dimensionnée qui refuse d'anticiper : la gestion massive des dossiers de contractuels (plus de 60% des effectifs du second degré) ; un circuit de validation complexe et un manque de fluidité administrative qui bloquent les salaires ; Un turnover important qui nécessite une charge constante de création de nouveaux dossiers de paie (nouveaux agents, primo-titulaires) ».

« Alors que l'État devrait tout faire pour garantir l'attractivité de notre territoire, vous laissez perdurer un système défaillant qui risque

d'en dégoûter plus d'un. Par souci d'économie, vous avez fait le choix de l'argent plutôt que de nos vies ! », dénonce la CGT.

« Nous remercions l'engagement exceptionnel de nos collègues des services de gestion qui, pour certains, travaillent actuellement 7 jours sur 7 pour tenter de pallier ces défaillances. Leur travail héroïque se limite trop souvent à devoir négocier le versement d'un acompte pour permettre à nos collègues de survivre. Ce n'est pas leur mission ! ».

« Cette rentrée ne s'est pas passée dans des conditions normales ni pour les élèves, ni pour l'ensemble du personnel de l'Éducation nationale à Mayotte. Pour la première fois, la CGT Educ'action a mis en place un dispositif d'aide d'urgence destiné à accompagner ses adhérents rencontrant des difficultés financières ».

Les principales revendications

La CGT demande de « cessez immédiatement les restrictions budgétaires sur nos services. Le renforcement urgent et pérenne des équipes du Rectorat, du service mutualisateur du lycée de Kahani et de la DGFIP dédiées à la paie à Mayotte. La mise en place d'un plan d'urgence pour garantir le versement de 100 % des traitements à date fixe pour tous les personnels, sans recours systématique et dégradant aux acomptes ». « Nous exigeons le respect de notre travail et de notre droit à une paie intégrale et ponctuelle. La mise en difficulté financière des personnels de l'Éducation doit cesser immédiatement ! ».

La CGT appelle à la grève et à la manifestation le 2 octobre prochain.

Culture : Une semaine spéciale jeunes publics au Pôle Culturel de Chirongui

DJ LIKORN
BOOM POUR LES WANATSA (et tous publics)!

MER. 01 OCT 2025 | AU PÔLE CULTUREL DE CHIRONGUI | À 16h

ENTRÉE LIBRE, SUR RÉSERVATION
RÉSERVATION SUR WWW.POLECULTURELDECHIRONGUI.COM

LECTURES MOUVEMENTÉES, OU LES BRÈVES DE BAVOIR...

SAM. 04 OCT 2025 | AU PÔLE CULTUREL DE CHIRONGUI | À 16h

DANSE À LECTURE EN CRÈCHE
ENTRÉE LIBRE, OUVERT À TOUS

SPECTACLES À VENIR
AU PÔLE CULTUREL DE CHIRONGUI

Pôle Culturel de Chirongui
06.39.72.25.67
www.polecultureldechirongui.com
425 rue Saïd Vitta
97620 Chirongui

Le Pôle Culturel de Chirongui met les enfants à l'honneur avec une programmation pleine d'énergie et de poésie du 1er au 4 octobre 2025. Deux rendez-vous immanquables attendent les familles.

Le coup d'envoi sera donné le mercredi 1er octobre à 16 h avec le retour très attendu de DJ Likorn. « Une saison sans DJ Likorn, c'était impossible ! », se réjouit l'équipe du Pôle. « On met ses plus belles claquettes, on se nettoie les oreilles, on prépare ses plus beaux pas de danse et on file se défreezer au Pôle Culturel ! », La « boom des wanatsa » promet d'enflammer la salle. L'événement est

gratuit et ouvert à tous, sur réservation.

Le temps fort se poursuivra le samedi 4 octobre à 16 h avec le spectacle « Lectures mouvementées, ou les brèves de bavoir... », imaginé par la compagnie La Cerise sur le Chapeau. Les deux artistes Émilie Magnant et Cindy Caraguel ont voulu mettre en commun leurs appétences et compétences artistiques pour créer une forme originale et mouvementée pour les tout-petits alliant la lecture contemporaine jeune public et la danse. Après la représentation, des ateliers parents enfants viendront prolonger l'expérience.

Ce projet artistique est au cœur de ce que veut défendre la compagnie : rendre la lecture accessible à tous, la rendre vivante et naturelle dès la naissance par une approche pluridisciplinaire et scénique.

Tous les spectacles sont gratuits mais la réservation est obligatoire, les places étant limitées. Les informations pratiques et les réservations sont disponibles sur le site internet du Pôle Culturel de Chirongui, sur ses pages Facebook et Instagram, ainsi que directement sur place aux horaires d'ouverture.

NUIT D'ÉMEUTES À ANTANANARIVO

Un mouvement de contestation contre les coupures d'électricité et d'eau a dégénéré en émeute dans la soirée de jeudi provoquant une bataille rangée avec d'un côté les forces de l'ordre, qui cherchaient à disperser la foule, et de l'autre les manifestants, notamment les jeunes du groupe Génération Z ainsi que des étudiants, rapporte le journal Madagascar tribune.com. « Tout a commencé par l'incendie des biens immobiliers et matériels roulants de parlementaires proches du pouvoir : Lalatiana Rakotondratzafy, Andry Ratsivahiny et Ranaivo Raholdina suivis par le saccage et l'incendie des terminaux du téléphérique à Anosizato, Anosy, Ankondrano et Ivandry (...) En début de soirée, des actes de pillage et de saccage de magasins, suivis d'incendies, ont éclaté un peu partout et les violences se sont poursuivies dans la soirée », indique le journal.

Pour l'instant il semble difficile d'évaluer précisément le nombre de victimes mais 5 personnes seraient décédées et plusieurs hospitalisées suite à ces incidents. En attendant que la situation revienne au calme, le gouvernement a instauré un couvre-feu dans la capitale et ce jusqu'à nouvel ordre.

La rédaction.

Société : Le Grand Nord accompagne ses habitants dans leurs démarches foncières



La Communauté d'Agglomération du Grand Nord de Mayotte (CAGNM) organise des permanences gratuites d'urbanisme et habitat afin d'accompagner les habitants dans leurs projets et démarches foncières.

Ces permanences, animées par des agents de la Commission d'Urbanisme et du Foncier (CUF), sont ouvertes à tous les habitants du territoire. Elles visent à apporter un appui concret pour :

- Obtenir des conseils juridiques personnalisés ;
- Faire une demande d'acte de propriété pour une occupation de longue durée ;
- Être orienté vers un notaire en cas de succession à régler ;
- Régulariser un acte sous-seing privé non inscrit avant le 31 décembre 2008.

Les prochaines permanences auront lieu les :

- Mercredi 1er octobre 2025, de 8h à 15h
- Mardi 4 novembre 2025, de 8h à 15h

Lieu : Siège de la CAGNM, Impasse Bouyouni Maternelle (dans la commune de Bandraboua)

Pour toute question ou prise de rendez-vous, contactez la CAGNM à l'adresse suivante : permanences@cagnm.yt ou par téléphone au 0639 68 89 78 ou au 0639 09 23 87



ANNONCES LEGALES

Le Journal De Mayotte c'est aussi une excellente visibilité pour vos annonces judiciaires et légales

Comment publier votre annonce légale

- 1 - Adresser un mail à l'adresse suivante : annonce-legale@lejournaldemayotte.com
- 2 - Utiliser la page de mise en ligne : <https://lejournaldemayotte.yt/je-publie-mon-annonce-legale/>
- 3 - Votre annonce est traitée dès réception
- 4 - Une attestation de parution ainsi que la facture vous sera adressé dès le lendemain de la parution

Économie : Emploi et protection sociale : le CDG976 réunit les acteurs publics en octobre

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Mayotte (CDG976) organise, les 14 et 15 octobre prochains, deux rendez-vous importants destinés aux collectivités et aux acteurs de la fonction publique locale.

Un séminaire consacré à la protection sociale mardi 14 octobre

Le premier se tiendra le mardi 14 octobre 2025, de 8 h 30 à 12 h 00,

à la salle des Mariages de l'Hôtel de Ville de Mamoudzou. Il s'agit d'un séminaire consacré à la Protection Sociale Complémentaire (PSC) et à la relance du dispositif d'assurance statutaire, couvrant notamment les risques liés à l'absentéisme (maladie, maternité, accidents du travail). L'objectif est clair : donner aux collectivités les clés pour se mettre en conformité avec les nouvelles obligations légales qui entreront en vigueur en janvier 2026. Ce temps d'échange s'adresse

aux DGS, DRH, responsables RH ainsi qu'aux élus et cadres en charge des ressources humaines ou des finances.

Mercredi 15 : la 1ère conférence régionale de l'emploi à Mayotte

Le lendemain, mercredi 15 octobre 2025, de 8 h 30 à 14 h 00, au Pôle culturel de Chirongui, le CDG976 organisera la 1ère Conférence Régionale de l'Emploi à Mayotte. Cette rencontre réunira élus, cadres territoriaux, partenaires institutionnels et organisations syndicales autour des enjeux de l'emploi public et du recrutement local. Au programme : conférence RH, table ronde, retours d'expériences et perspectives pour bâtir la fonction publique territoriale de demain. L'événement sera également diffusé en direct sur la page Facebook du CDG976, permettant au grand public d'y assister à distance.

Ces deux rendez-vous, complémentaires, marquent une étape importante pour accompagner les collectivités mahoraises dans l'évolution de leurs pratiques et renforcer l'attractivité de la fonction publique sur le territoire.

Inscriptions obligatoires


- Séminaire du 14 octobre : forms.office.com/e/8RCeQBIMT7
- Conférence du 15 octobre : cdn.weka.fr/conference-regionale-de-l-emploi-cdg976.html

Pour plus d'information, veuillez contacter M. Saïd Ahamadi Salime M'hadji : s.salime@cdg976.fr; 0639 09 12 49.

Tour d'Eau : Planning des tours d'eau dans le Centre et le Sud du 6 au 26 octobre

Suite aux travaux qui vont être opérés à l'usine de potabilisation d'Ouroveni, les habitants du Centre et du Sud de l'île vont subir d'importantes restrictions d'eau avec parfois plus de 3 jours sans eau.


PLANNING DES TOURS D'EAU – DU 06 OCTOBRE AU 26 OCTOBRE 2025				
SECTEUR A	SECTEUR B	SECTEUR C	SECTEUR D	SECTEUR E
VILLAGES	VILLAGES	VILLAGES	VILLAGES	VILLAGES
<ul style="list-style-type: none"> Barakani Bouéni Hajangoua Hapandzo Kahani Mangajou Mramadoudou Nyambadao Mgnambani 	<ul style="list-style-type: none"> Bambo-Est Bambo-Ouest Coconi Dembeni village Iloni Hagnoundrou Kani-Kéli village Mbouenatsa Mtsamoudou Bas Poroani Sohoa 	<ul style="list-style-type: none"> Chiconi village Dapani Mbouini Moinatrindri Bas Musicale Plage Mzouazia Tsararano 	<ul style="list-style-type: none"> Bandré village Chirongui village Ironi-Bé Kani-Bé Miréréni (Chirongui) Mtsamoudou Terrain foot Ouangani village 	<ul style="list-style-type: none"> Choungui Hamouro Malamani Moinatrindri Haut Mtsamoudou Haut Mronabéja Ongoujou Passi-Kéli Sada Tsimkoura Tsoundzou II



SMAE
Mairie des Eaux

PLANNING DES TOURS D'EAU – DU 06 OCTOBRE AU 12 OCTOBRE 2025

Les ouvertures se font de 16h à 18h, les fermetures se font de 5h à 7h.
Selon votre localisation, l'eau peut mettre plus de temps à revenir en fonction du tirage des autres abonnés.
Si vous constatez une fuite : appelez au 02.69.61.11.42



Les Eaux
de Mayotte

	SECTEUR A	SECTEUR B	SECTEUR C	SECTEUR D	SECTEUR E
LUNDI 06/10	TRANSITION SPÉCIFIQUE	OUVERTURE 17h	FERMETURE 6h	FERMETURE 6h	OUVERT
MARDI 07/10	Veuillez consulter le document annexe	OUVERT	OUVERTURE 17h	OUVERTURE 17h	FERMETURE 6h
MERCREDI 08/10		FERMETURE 6h	FERMETURE 6h	FERMETURE 6h	OUVERTURE 17h
JEUDI 09/10	OUVERTURE 10h	FERMÉ	FERMÉ	FERMÉ	FERMETURE 10h
VENDREDI 10/10	FERMETURE 10h	OUVERTURE 10h	FERMÉ	FERMÉ	FERMÉ
SAMEDI 11/10	FERMÉ	FERMETURE 10h	OUVERTURE 10h	FERMÉ	FERMÉ
DIMANCHE 12/10	FERMÉ	FERMÉ	FERMETURE 10h	OUVERTURE 10h	FERMÉ



ANNEXE - TRANSITION SECTEUR A – DU 06 OCTOBRE AU 08 OCTOBRE 2025

Les ouvertures se font de 16h à 18h, les fermetures se font de 5h à 7h.
Selon votre localisation, l'eau peut mettre plus de temps à revenir en fonction du tirage des autres abonnés.
Si vous constatez une fuite : appelez au 02.69.61.11.42



	SECTEUR A-1	SECTEUR A-3
	VILLAGES	VILLAGES
	<ul style="list-style-type: none"> Barakani Hapandzo Mramadoudou Nyambadao 	<ul style="list-style-type: none"> Bouéni Hajangoua Kahani Mangajou Mgnambani
LUNDI 06/10	OUVERTURE 17h	OUVERT
MARDI 07/10	FERMETURE 17h	FERMETURE 10h
MERCREDI 08/10	FERMÉ	FERMÉ



PLANNING DES TOURS D'EAU – DU 13 OCTOBRE AU 19 OCTOBRE 2025

Les ouvertures se font de 16h à 18h, les fermetures se font de 5h à 7h.
Selon votre localisation, l'eau peut mettre plus de temps à revenir en fonction du tirage des autres abonnés.
Si vous constatez une fuite : appelez au 02.69.61.11.42



	SECTEUR A	SECTEUR B	SECTEUR C	SECTEUR D	SECTEUR E
LUNDI 13/10	FERMÉ	FERMÉ	FERMÉ	FERMETURE 10h	OUVERTURE 10h
MARDI 14/10	OUVERTURE 10h	FERMÉ	FERMÉ	FERMÉ	FERMETURE 10h
MERCREDI 15/10	FERMETURE 10h	OUVERTURE 10h	FERMÉ	FERMÉ	FERMÉ
JEUDI 16/10	FERMÉ	FERMETURE 10h	OUVERTURE 10h	FERMÉ	FERMÉ
VENREDI 17/10	FERMÉ	FERMÉ	FERMETURE 10h	OUVERTURE 10h	FERMÉ
SAMEDI 18/10	FERMÉ	FERMÉ	FERMÉ	FERMETURE 10h	OUVERTURE 10h
DIMANCHE 19/10	OUVERTURE 10h	FERMÉ	FERMÉ	FERMÉ	FERMETURE 10h

LE JDM
C'EST TOP





PLANNING DES TOURS D'EAU – DU 20 OCTOBRE AU 26 OCTOBRE 2025

Les ouvertures se font de 16h à 18h, les fermetures se font de 5h à 7h.
Selon votre localisation, l'eau peut mettre plus de temps à revenir en fonction du tirage des autres abonnés.
Si vous constatez une fuite : appelez au 02.69.61.11.42



	SECTEUR A	SECTEUR B	SECTEUR C	SECTEUR D	SECTEUR E
LUNDI 20/10	FERMETURE 10h	OUVERTURE 10h	FERMÉ	FERMÉ	FERMÉ
MARDI 21/10	FERMÉ	FERMETURE 10h	OUVERTURE 10h	FERMÉ	FERMÉ
MERCREDI 22/10	FERMÉ	FERMÉ	FERMETURE 10h	OUVERTURE 10h	FERMÉ
JEUDI 23/10	FERMÉ	FERMÉ	FERMÉ	FERMETURE 10h	OUVERTURE 10h
VENDREDI 24/10	OUVERTURE 10h	FERMÉ	FERMÉ	FERMÉ	FERMETURE 10h
SAMEDI 25/10	TRANSITION SPÉCIFIQUE Veuillez consulter le document annexe	OUVERTURE 10h	OUVERTURE 10h	OUVERTURE 10h	FERMÉ
DIMANCHE 26/10		OUVERT	FERMETURE 10h	FERMETURE 10h	OUVERTURE 10h



ANNEXE - TRANSITION SECTEUR A – DU 25 OCTOBRE AU 27 OCTOBRE 2025

Les ouvertures se font de 16h à 18h, les fermetures se font de 5h à 7h.
Selon votre localisation, l'eau peut mettre plus de temps à revenir en fonction du tirage des autres abonnés.
Si vous constatez une fuite : appelez au 02.69.61.11.42



	SECTEUR A-1 VILLAGES • Barakani • Hapandzo • Mramadoudou • Nyambadao	SECTEUR A-3 VILLAGES • Bouéni • Hajangoua • Kahani • Mangajou • Mgnambani
SAMEDI 25/10	FERMETURE 10h	FERMETURE 10h
DIMANCHE 26/10	OUVERTURE 6h	OUVERTURE 17h
LUNDI 27/10	FERMETURE 10h	OUVERT

ANNONCES LÉGALES

Le Journal de Mayotte (lejournaldemayotte.yt), édité par la SARL BARA, 1 pointe Kounbou, Le Belvédère, 97600 Kounbou, est habilité par l'arrêté préfectoral n°2022-CAB-1531 du 27 décembre 2022 à publier les annonces judiciaires et légales .

L'arrêté du 16 décembre 2024 modifiant l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales a été publié au Journal Officiel le 22 décembre 2024.

Le tarif du caractère pour l'année 2025 est fixée à **0,208 euros hors taxe à Mayotte**. Les annonces suivantes font l'objet en 2025 d'une tarification forfaitaire , selon les modalités suivantes :

Les tarifs applicables (hors taxe) à Mayotte sont :

- Constitution de Société anonyme (SA): **462 euros**
- Constitution de Société par actions simplifiée (SAS): **231 euros**
- Constitution de Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) : **165 euros**
- Constitution de Société en nom collectif (SNC): **257 euros**
- Constitution de Société à responsabilité limitée (SARL): **171 euros**
- Constitution de Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entre- prise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) : **146 euros**
- Constitution de Société civile (à l'exception des sociétés civiles à objet immobilier) : **260 euros**
- Constitution de Société civile à objet immobilier (dite « société civile immobilière », SCI) : **221 euros**
- Acte de nomination des liquidateurs des sociétés commerciales et des sociétés civiles : **179 euros**
- Avis de clôture de la liquidation des sociétés commerciales et des sociétés civiles : **128 euros**
- Jugements d'ouverture des procédures collectives : **77 euros**
- Jugements de clôture des procédures collectives : **42 euros**
- Transfert siège social , changement dirigeant : **125 euros**
- Modification objet social , modification capital social des sociétés commerciales : **156 euros**
- Changement de nom patronymique : **57 euros**

GAIA OPTIK

Rectificatif à l'annonce parue le 25/08/2025 concernant la société : GAIA OPTIK, il y avait lieu de lire 8 rue des Entrepreneurs Kawéni, 97600 Mamoudzou

ZEPHYR LOC 12

SNC au capital de 3110550 €
Siège social : C/O SODIFRAM - ZI KAWENI - BP 70 97600 MAMOUDZOU
RCS MAMOUDZOU 507934008
Par décision Assemblée Générale Extraordinaire du 24/09/2025 , il a été décidé de réduire le capital social pour le porter de 3110550 € à 500000 € .
Modification au RCS de MAMOUDZOU.

CABINET DE SAGES-FEMMES JASMIN

SCM au capital de 1 000 €.
Siège social : 2 RUE DES 100 VILLAS, TREVANI, 97600 KOUNGOU.
953 664 091 RCS MAMOUDZOU
Par décision de l'Assemblée générale du 25/07/2025, il a été décidé d'acter la démission de Madame Claire DUMORTIER, Gérante, à compter du 24/07/2025. Il n'a pas été procédé à son remplacement.
Modification au RCS de MAMOUDZOU.

Publication des annonces
légales
annonce-legale@
lejournaldemayotte.com





Commune d'Acoua (976)
10 place de la Mairie
97630 Acoua

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE TRAVAUX

Section 1 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Commune d'Acoua (976)

Numéro national d'identification :

Type : SIRET - N° : 20000871200016

Code postal / Ville : 97630 Acoua

Groupement de commandes : non

Section 2 : Communication

Moyens d'accès aux documents de la consultation

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : non

Nom du contact : BACAR Youssouf - Mail : bacar-youssouf@mairiedeacoua.fr

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle : Voir RC

Capacité économique et financière : Voir RC

Capacités techniques et professionnelles : Voir RC

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : Jeudi 23 octobre 2025 - 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : non

Possibilité d'attribution sans négociation : oui

L'acheteur exige la présentation de variantes : non

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : Travaux de construction du centre technique municipal

Classification CPV : 45000000

Type de marché : Travaux

Lieu principal d'exécution : Mtsangadoua

Durée du marché (en mois) : 18

La consultation comporte des tranches : non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : non

Marché alloti : oui

Section 5 : Informations sur les lots

LOT :

Lot n°1 : VRD – TERRASSEMENTmarches-securises.fr Avis de publicité 25-106877 26/09/2025

page 2/3

Classification CPV : 45110000

Lieu d'exécution du lot : Mtsangadoua

LOT :

Lot n°2 : GROS OEUVRE

Classification CPV : 45223220

Lieu d'exécution du lot : Mtsangadoua

LOT :

Lot n°3 : CHARPENTE BOIS – COUVERTURE - BARDAGES

Classification CPV : 45261000

Lieu d'exécution du lot : Mtsangadoua

LOT :

Lot n°4 : ELECTRICITE CFO CFA

Classification CPV : 45310000

Lieu d'exécution du lot : Mtsangadoua

LOT :

Lot n°5 : PLOMBERIE SANITAIRE

Classification CPV : 45330000

Lieu d'exécution du lot : Mtsangadoua

LOT :

Lot n°6 : MENUISERIES ALUMINIUM

Classification CPV : 45421000

Lieu d'exécution du lot : Mtsangadoua

LOT :

Lot n°7 : MENUISERIES BOIS

Classification CPV : 45421000

Lieu d'exécution du lot : Mtsangadoua

LOT :

Lot n°8 : REVETEMENT DE SOL

Classification CPV : 45431000

Lieu d'exécution du lot : Mtsangadoua

LOT :

Lot n°9 : FAUX-PLAFOND

Classification CPV : 45421146

Lieu d'exécution du lot : Mtsangadoua

LOT :

Lot n°10 : PEINTURE

Classification CPV : 45442100

Lieu d'exécution du lot : Mtsangadoua

LOT :marches-securises.fr Avis de publicité 25-106877 26/09/2025

page 3/3

Lot n°11 : ASSENSSEUR

Classification CPV : 45313100

Lieu d'exécution du lot : Mtsangadoua

Section 6 : Informations complémentaires

Visite obligatoire : oui

Détails sur la visite : Concernant le lot n°1 VRD – TARRASSEMENT et le lot n°2 GROS OEUVRE :

Chaque candidat devra

obligatoirement s'être rendu sur le site,

préalablement à la remise de l'offre, afin de

reconnaître les lieux ou les locaux où les prestations

doivent se dérouler. L'absence de visite par le

candidat rend son

Autres informations complémentaires :
 Pour pouvoir faire la visite, les candidats devront s'adresser au plus tôt à /au :
 Anassi HAMIDOU
 Chargé d'opération – Travaux neufs
 Mairie d'Acoua – 10 rue Jules FERRY
 97630 ACOUA
 Courriel : anassi.hamidou@mairiedeacoua.fr
 Tél : 0296 62 18 81
 La visite sur site doit être effectuée six jours avant la date limite de remise des offres. Plus aucune visite ne sera organisée dans les six jours précédant la date limite de remise des offres.
 Concernant les autres lots, la visite n'est pas obligatoire mais facultative.
 Cependant chaque candidat a la possibilité de faire la visite s'il le souhaite.

Date d'envoi du présent avis
 26 septembre 2025



**Communauté de Communes de Petite
 Terre (976)**
 rue PPF
 97615 Pamandzi

AVIS RECTIFICATIF TRAVAUX

Section 1 : Références de l'avis initial

Annonce N° 25-93131
 Mise en ligne sur du 2025-08-19 au 18/09/2025

Section 2 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Communauté de
 Communes de Petite Terre (976)
 Numéro national d'identification :
 Type : SIRET - N° : 20005053200015
 Code postal / Ville : 97615 Pamandzi
 Groupement de commandes : non

Section 3 : Identification du marché

Intitulé du marché : Travaux de remise en état du
 réseau d'éclairage public de la Communauté de
 Communes de Petite Terre.
 Classification CPV : 45316100
 Type de marché : Travaux

Section 4 : Informations rectificatives

Renseignements : La date limite de réception des
 offres initialement prévue le 26 septembre à 15h00
 est prolongée jusqu'au 3 octobre 2025 à 12h00

Date d'envoi du présent avis
 26 septembre 2025

ANNONCES LEGALES



**DEMANDE DE
 PUBLICATION**





**CAGNM - Communauté
d'Agglomération du Grand
Nord de Mayotte (976)**
238 RUE DE L'HOTEL DE
VILLE 97650 BANDRABOUA

AVIS DE MARCHÉ FOURNITURES

Avis de marché – directive générale, régime
ordinaire

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Communauté d'Agglomération du
Grand Nord de Mayotte (976).

Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit
public

Activité du pouvoir adjudicateur: Environnement

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre: ACQUISITION DE MATERIELS
INFORMATIQUES NECESSAIRES AU
RENOUVELLEMENT ET A L'OPTIMISATION DE
L'INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE DE LA
CAGNM.

Description: Voir la nature et les descriptions de le
dossier de consultation.

Type de Procédure: Ouverte.

Procédure accélérée: NON.

2.1.1 Objectif

Nature du marché: fournitures.

Nomenclature principale (cpv): 30200000.

2.1.2 Lieu d'exécution

Ville: BANBDRABOUA.

Code postal: 97650.

Code NUTS: FRY50.

Pays: FRANCE.

2.1.3 Valeur

2.1.4 Informations générales

Base juridique : Directive 2014/24/EU

2.1.5 Conditions de passation des marchés

Le soumissionnaire doit présenter des offres pour
tous Lots.

Nombre maximum de lots pour lesquels un
soumissionnaire peut présenter une offre : .

Nombre maximum de lots pour lesquels des marchés
peuvent être attribués à un soumissionnaire : 3.

2.1.6 Motifs d'exclusion

Section 5 - Lot

5.1 LOT N° : LOT-0001

Titre: Matériel de Type Poste de Travail.

Description: Voir l'article 2.1 du cahier des clauses

particulières..

5.1.1 Objectif

Type de marché: fournitures.

Classification CPV: 30231000. 30213100. 30213300.

5.1.2 Lieu d'exécution

Lieu d'exécution: CAGNM IMPASSE BOUYOUNI
MATERNELLE.

Ville: BANDRABOUA.

Code Postal: 97650.

Pays: France.

5.1.3 Durée estimée

Durée par mois: 12.

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements: 3.

5.1.5 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 160000 EUR.

5.1.6 Informations générales

Le marché est financé au moins partiellement par
des fonds de l'Union européenne: Projet de passation
de marchés non financé par des fonds de l'UE.

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics
(AMP): non.

5.1.7 Achats stratégiques

Approche de réduction des impacts
environnementaux: none.

5.1.8 Critères d'accessibilité

5.1.9 Critères de sélection

Type : Capacité économique et financière.

Nom : Chiffres d'affaires.

Description : Voir l'article 4.1 du RC..

Type : Capacité technique et professionnelle.

Description : Voir l'article 4.1 du RC..

5.1.10 Critères d'attribution

Critère Prix :

Description : Voir l'article 6 du RC..

Critère Qualité :

Description : Valeur technique. Voir l'article 6 du RC
pour plus de détail..

Critère Qualité :

Description : Délai de livraison à compter de la
notification du bon de commande..

Critère Prix :

Description : Voir le RC.

Description de la méthode à utiliser si la pondération
ne peut être exprimée par des critères : Voir le
règlement de la consultation.

5.1.11 Documents de marché

Pas de restriction en matière d'accès aux documents.

Langues dans lesquelles les documents de marché
sont officiellement disponibles : français.

5.1.12 Conditions du marché public

Date limite de réception des offres : 24/10/2025 à
12:00.

Soumission électronique : Requête

Adresse pour la soumission : www.marches-securises.fr.

Catalogue électronique : Non autorisée

Langues dans lesquelles les offres ou les demandes
de participation peuvent être présentées : français.

Variantes : Non autorisée
 Date limite jusqu'à laquelle l'offre doit rester valable : 120 Jour
 Conditions de présentation :
 Date/heure : 24/10/2025 à 13:30.
 Conditions du marché :
 Facturation électronique : Requête
 5.1.15 Techniques
 Accord-cadre, sans remise en concurrence
 Nombre maximum de participants : 10.
 Informations sur le système d'acquisition dynamique:
 Pas de système d'acquisition dynamique
 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et révision
 Organisation chargée des procédures de recours :
 TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MAYOTTE
 Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : ORG-0001
 Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : ORG-0001
 Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MAYOTTE
 Organisation qui reçoit les demandes de participation : ORG-0001
 Organisation qui traite les offres : ORG-0001
 5.1 LOT N° : LOT-0002
 Titre: Périphériques.
 Description: Voir l'article 2.1 du cahier des clauses particulières.
 5.1.1 Objectif
 Type de marché: fournitures.
 Classification CPV: 30231000. 30213100. 30213300.
 5.1.2 Lieu d'exécution
 Lieu d'exécution: CAGNM IMPASSE BOUYOUNI MATERNELLE.
 Ville: BANDRABOUA.
 Code Postal: 97650.
 Pays: France.
 5.1.3 Durée estimée
 Durée par mois: 12.
 5.1.4 Renouvellement
 Nombre maximal de renouvellements: 3.
 5.1.5 Valeur
 Valeur maximale de l'accord-cadre: 100000 EUR.
 5.1.6 Informations générales
 Le marché est financé au moins partiellement par des fonds de l'Union européenne: Projet de passation de marchés non financé par des fonds de l'UE.
 Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): non.
 5.1.7 Achats stratégiques
 Approche de réduction des impacts environnementaux: none.
 5.1.8 Critères d'accessibilité
 5.1.9 Critères de sélection
 Type : Capacité économique et financière.

Nom : Chiffres d'affaires.
 Description : Voir l'article 4.1 du RC..
 Type : Capacité technique et professionnelle.
 Description : Voir l'article 4.1 du RC..
 5.1.10 Critères d'attribution
 Critère Prix :
 Description : Voir l'article 6 du RC..
 Critère Qualité :
 Description : Valeur technique. Voir l'article 6 du RC pour plus de détail..
 Critère Qualité :
 Description : Délai de livraison à compter de la notification du bon de commande..
 Critère Prix :
 Description : Voir le RC.
 Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères : Voir le règlement de la consultation.
 5.1.11 Documents de marché
 Pas de restriction en matière d'accès aux documents.
 Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français.
 5.1.12 Conditions du marché public
 Date limite de réception des offres : 24/10/2025 à 12:00.
 Soumission électronique : Requête
 Adresse pour la soumission : www.marches-securises.fr.
 Catalogue électronique : Non autorisée
 Langues dans lesquelles les offres ou les demandes de participation peuvent être présentées : français.
 Variantes : Non autorisée
 Date limite jusqu'à laquelle l'offre doit rester valable : 120 Jour
 Conditions de présentation :
 Date/heure : 24/10/2025 à 13:30.
 Conditions du marché :
 Facturation électronique : Requête
 5.1.15 Techniques
 Accord-cadre, sans remise en concurrence
 Nombre maximum de participants : 10.
 Informations sur le système d'acquisition dynamique:
 Pas de système d'acquisition dynamique
 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et révision
 Organisation chargée des procédures de recours :
 TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MAYOTTE
 Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : ORG-0001
 Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : ORG-0001
 Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MAYOTTE
 Organisation qui reçoit les demandes de participation : ORG-0001
 Organisation qui traite les offres : ORG-0001

5.1 LOT N° : LOT-0003

Titre: Matériels d'infrastructure.

Description: Voir l'article 2.1 du cahier des clauses particulières..

5.1.1 Objectif

Type de marché: fournitures.

Classification CPV: 30231000. 30213100. 30213300.

5.1.2 Lieu d'exécution

Lieu d'exécution: CAGNM IMPASSE BOUYOUNI MATERNELLE.

Ville: BANDRABOUA.

Code Postal: 97650.

Pays: France.

5.1.3 Durée estimée

Durée par mois: 12.

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements: 3.

5.1.5 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 60000 EUR.

5.1.6 Informations générales

Le marché est financé au moins partiellement par des fonds de l'Union européenne: Projet de passation de marchés non financé par des fonds de l'UE.

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): non.

5.1.7 Achats stratégiques

Approche de réduction des impacts environnementaux: none.

5.1.8 Critères d'accessibilité**5.1.9 Critères de sélection**

Type : Capacité économique et financière.

Nom : Chiffres d'affaires.

Description : Voir l'article 4.1 du RC..

Type : Capacité technique et professionnelle.

Description : Voir l'article 4.1 du RC..

5.1.10 Critères d'attribution

Critère Prix :

Description : Voir l'article 6 du RC..

Critère Qualité :

Description : Valeur technique. Voir l'article 6 du RC pour plus de détail..

Critère Qualité :

Description : Délai de livraison à compter de la notification du bon de commande..

Critère Prix :

Description : Voir le RC.

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères : Voir le règlement de la consultation.

5.1.11 Documents de marché

Pas de restriction en matière d'accès aux documents.

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français.

5.1.12 Conditions du marché public

Date limite de réception des offres : 24/10/2025 à 12:00.

Soumission électronique : Requête

Adresse pour la soumission : www.marches-securises.fr.

Catalogue électronique : Non autorisée

Langues dans lesquelles les offres ou les demandes de participation peuvent être présentées : français.

Variante : Non autorisée

Date limite jusqu'à laquelle l'offre doit rester valable : 120 Jour

Conditions de présentation :

Date/heure : 24/10/2025 à 13:30.

Conditions du marché :

Facturation électronique : Requête

5.1.15 Techniques

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximum de participants : 10.

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et révision

Organisation chargée des procédures de recours :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MAYOTTE

Organisation qui fournit des informations

complémentaires sur la procédure de passation de marché : ORG-0001

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : ORG-0001

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : TRIBUNAL

ADMINISTRATIF DE

MAYOTTE

Organisation qui reçoit les demandes de participation : ORG-0001

Organisation qui traite les offres : ORG-0001

Section 8 - Organisations**8.1 ORG-0001**

Nom officiel : Communauté d'Agglomération du Grand Nord de Mayotte (976).

Numéro d'enregistrement (SIRET) :

200000871200016.

Adresse postale : IMPASSE BOUYOUNI MATERNELLE.

Adresse postale : IMPASSE BOUYOUNI MATERNELLE.

Ville : BANDRABOUA.

Code postal : 97650.

Pays : FRANCE.

Point de contact: CAGNM.

Adresse électronique: ben-bacar.bacar@cagnm.fr.

Téléphone: +33 639091781.

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-securises.fr>.

8.2 ORG-0003

Nom officiel : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MAYOTTE.

Numéro d'enregistrement (SIRET) :

13000503600012.

Adresse postale : Les Hauts du Jardin du Collège.

Ville : MAMOUDZOU.

Code postal : 97600.
Pays : FRANCE.
Adresse électronique: greffe.ta-mayotte@juradm.fr.
Téléphone: +33 269611856.

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : e63e79be-f34f-440b-9ed7-554d8020d95a

Type de formulaire: Mise en concurrence.

Type d'avis : Avis de marché – directive générale, régime ordinaire.

Date d'envoi de l'avis: 25/09/2025 à 16:46.

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français.



**Toutes vos
annonces
en ligne à la
demande**

Mayotte
Digital Press



COMMUNICATION DIGITALE

IDENTITÉ VISUELLE

DÉVELOPPEMENT WEB

INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES

RÉGIE PUBLICITAIRE

REPORTAGES

